

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



54332

Distr.  
GENERALE

E/CN.14/RES/195(IX)  
25 février 1969

Original : FRANCAIS/  
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Neuvième session  
Addis-Abéba, 3-14 février 1969

MAIN-D'OEUVRE ET FORMATION

Résolution 195(IX) adoptée par la Commission à sa 152ème séance plénière  
le 13 février 1969

La Commission économique pour l'Afrique,

Ayant examiné le rapport de la deuxième session du Groupe de travail de la main-d'oeuvre et de la formation (E/CN.14/428) et prenant note avec satisfaction et intérêt des recommandations figurant dans ce rapport,

Rappelant la résolution 2083(XX) de l'Assemblée générale et la résolution 1274(XLIII) du Conseil économique et social sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines,

Considérant qu'un grand nombre de gouvernements africains ont éprouvé des difficultés à donner suite aux résolutions 125(VII) du 22 février 1965 et 173(VIII) du 24 février 1967, en ce qui concerne plus particulièrement la création d'organismes nationaux pour la planification de la main-d'oeuvre et la programmation de la formation,

Reconnaissant que le plus grand atout de l'Afrique dans sa recherche du développement économique et du progrès social résidera dans les compétences et la bonne volonté de ses populations,

Consciente du fait que les efforts de développement dans la région africaine sont entravés par la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée de certaines catégories et par l'absence d'un dosage adéquat des compétences spécialisées, ainsi que par le nombre croissant de chômeurs valides,

Rappelant en outre sa résolution 170(VIII) du 24 février 1967 sur la mobilisation de la jeunesse en vue du développement national,

Constatant qu'il serait économiquement peu sage pour les pays africains de compter indéfiniment sur des sources extérieures pour trouver une main-d'oeuvre qualifiée essentielle qui se raréfie sur un marché mondial où règne la concurrence,

Convaincue que la coopération intra-africaine est nécessaire pour renforcer l'autonomie nationale et que l'aide extérieure est utile,

Appréciant les réalisations du secrétariat dans ses efforts pour aider les Etats membres à former du personnel national et à établir des programmes de main-d'oeuvre faisant partie intégrante de la planification d'ensemble du développement,

Prenant acte avec satisfaction de la teneur et de l'orientation du programme de travail futur du secrétariat visant à atténuer les problèmes de main-d'oeuvre de l'Afrique,

## I.

1. Recommande que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organes d'exécution des Nations Unies ainsi que les organisations bilatérales et autres s'occupant de la formation en Afrique :

a) Elaborent des programmes de formation à moyen terme en tenant compte des besoins estimés des Etats membres dans les domaines critiques de la main-d'oeuvre et de la formation;

b) Continuent à fournir une assistance technique aux pays membres pour renforcer et améliorer les institutions nationales, sous-régionales et régionales de formation;

c) Intensifient leur assistance technique aux Etats membres pour le rassemblement et le traitement des données relatives à la main-d'oeuvre et à la formation, ainsi que pour créer des organismes nationaux efficaces de planification des ressources humaines;

d) S'efforcent de coordonner leurs actions et d'harmoniser leurs programmes de mise en valeur des ressources humaines par l'éducation et la formation, tant au niveau de la région qu'au niveau des pays, et de tirer parti du rôle joué par la CEA dans la coordination des programmes de développement;

e) Assurent à la CEA des ressources supplémentaires pour lui permettre d'aider les Etats membres à prendre des mesures efficaces en vue de la planification et de l'utilisation de leurs ressources humaines;

## II

2. Invite les gouvernements africains :

a) A prendre toutes dispositions positives, par la voie de leurs organes compétents et en coopération avec la CEA, afin d'élaborer des programmes opérationnels d'assistance technique pour l'échange ou l'emploi de spécialistes africains désireux d'offrir leurs services et à mettre à profit à cette fin le Répertoire de spécialistes africains créé et tenu à jour par le secrétariat de la CEA;

b) A adopter toutes mesures possibles et tous programmes pratiques pour accélérer la formation de personnel de niveau intermédiaire et technique et d'autres catégories de main-d'oeuvre qualifiée nécessaires au développement, et à encourager les employeurs privés à s'associer plus étroitement à ces programmes;

c) A prendre les mesures appropriées pour assurer le contrôle efficace et l'évaluation périodique de l'application des dispositions relatives à la formation à l'emploi figurant dans les accords d'investissement de capitaux étrangers, et à créer des groupes spéciaux chargés de promouvoir de façon effective l'emploi de leurs nationaux et la formation de la main-d'oeuvre locale;

d) A procéder aux études appropriées et à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les cadres supérieurs et moyens et le personnel technique disponibles sont bien utilisés et pour veiller à ce qu'il soit fait un usage maximum de leurs institutions de formation;

e) A étudier la possibilité de créer des caisses de prêts, qui complèteraient les systèmes existants de bourses d'études, pour fournir à leurs nationaux de nouvelles possibilités d'acquérir une formation dans les secteurs où existe une pénurie de main-d'oeuvre;

### III

3. Prie le Secrétaire exécutif de fournir aux gouvernements africains une assistance technique pour les tâches ci-dessus;

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif :

a) De procéder à une étude sur la possibilité de créer un fonds africain de bourses d'études et de perfectionnement pour la formation de spécialistes et de chercheurs africains;

b) Sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, de prendre, en consultation avec les Etats membres et en collaboration avec l'Association des universités africaines et d'autres organisations mettant des bourses d'études à la disposition des Africains, toutes dispositions utiles pour la création et le fonctionnement du fonds;

c) D'entreprendre une étude sur la possibilité de créer des centres régionaux ou sous-régionaux de recherches sur le matériel pédagogique et les ressources humaines, la portée et les besoins en personnel, et sous réserve de l'approbation du Comité exécutif, de prendre les mesures nécessaires en collaboration avec les organisations internationales intéressées, les gouvernements africains, les institutions africaines et d'autres organismes, pour créer et encourager ces centres;

d) D'entreprendre, en collaboration avec l'OIT et les autres organisations internationales ainsi que les organismes bilatéraux intéressés, une action intensifiée afin de fournir une assistance technique aux Etats membres pour les aider à mettre sur pied des mécanismes nationaux permanents efficaces pour la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre;

e) De donner suite, en consultation avec le Comité exécutif, aux recommandations ci-dessus et de veiller à ce qu'elles soient mises en application.